



Montreuil, le 27 novembre 2024

Nantes, Toulouse : des mobilisations exceptionnelles à généraliser.

***3000 manifestants à Nantes le 25 novembre contre le démantèlement des services publics régionaux.**

***4000 manifestants à Toulouse le 26 novembre contre le démantèlement des services publics départementaux.**

Dans toute la France nos collectivités subissent des menaces de coupes budgétaires sans précédent. C'est à une véritable hécatombe que le gouvernement travaille, prétendument pour réduire les déficits publics ! Pour venir à bout de ce programme, le ministre Kasbarian a trouvé ses boucs-émissaires : les fonctionnaires, accusés d'être trop malades, de coûter trop cher, de ne pas travailler assez. Nous lui répondons que les fonctionnaires en ont assez d'être méprisés et d'être considérés comme des variables d'ajustement budgétaires !

Les 450 plus grosses collectivités se voient ainsi privées de plus de 5 milliards de recettes budgétaires. La Cour des comptes préconise la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires. L'Association des Maires de France évalue les ponctions sur les budgets des communes, prévues dans le cadre de la loi de finances 2025 à près de 10 milliards d'euros.

Nous n'acceptons pas ! Hors de question de faire les frais de la politique d'un gouvernement minoritaire, illégitime et impopulaire !

A Nantes, à Toulouse, face à des élus, qui tout en protestant, entendent réduire les services publics et la masse salariale pour répondre aux injonctions gouvernementales, les manifestants ont raison d'exiger le maintien des postes, les recrutements nécessaires, le maintien de tous les services, la suppression des coupes budgétaires et l'arrêt immédiat des menaces contre leurs services.

Les services publics municipaux, départementaux, régionaux sont indispensables au quotidien pour répondre aux besoins fondamentaux de l'immense majorité de la population.

Le gouvernement sait trouver de l'argent pour la guerre et pour les spéculateurs qui veulent privatiser nos services publics. L'argent existe. Qu'il soit utilisé pour renforcer nos services publics, pour recruter et former des fonctionnaires qui répondront au plus près des besoins et attentes des usagers.

A Nantes, à Toulouse, les manifestants n'acceptent pas, ils ont raison !

Dans toute la France nous avons raison d'être indignés !

Engageons le rapport de force. Toutes et tous en grève le 5 décembre !

La Fédération CGT des services publics a posé un préavis de grève, qui couvrira toutes les dates de mobilisations décidées par les agents territoriaux jusqu'au 31 décembre.



Fédération CGT des Services publics, 263 rue de Paris - Case 547 93515 MONTREUIL CEDEX Tél : 01 55 82 88 20
mail : fdsp@cgt.fr Site : www.cgtservicespublics.fr Facebook : <https://www.facebook.com/cgtservicespublics/>